

dant huit ans, toujours prêts à se réveiller et à propager la maladie, quand les pommes de terre sont semées. Bien qu'un semblable état de choses puisse exister à un moindre degré à l'égard de la gale poudreuse ou gangreneuse, les méthodes employées pour la combattre sont couronnées de succès, et je dois ajouter que je ne saurais ranger la gale poudreuse dans la même catégorie que la gale noire. A l'automne de 1913, il parut dans les journaux des Etats-Unis des notes portant que le gouvernement des Etats-Unis se proposait d'interdire l'entrée des pommes de terre de provenance canadienne.

Un mot au sujet des observations du député de Carleton. Je ne veux nullement critiquer ce qu'il a dit; je lui sais gré de sa bienveillance à mon endroit et à l'égard des tentatives du département en ce sens; mais il s' imagine sans doute que le ministre de l'Agriculture ou son département avait trop tardé à faire les premières démarches et que nous aurions conclu un bien meilleur arrangement avec Washington, si nous eussions fait preuve de diligence, au début. Je le sais, l'honorable député veut discuter loyalement et je tiens à le renseigner exactement sur les faits.

Le 26 novembre, je reçus une dépêche de l'honorable député et, il s'en souvient sans doute, je lui répondis le lendemain, l'assurant que le département avait étudié la question et qu'elle faisait l'objet de nos préoccupations. Sa lettre arriva au cours de la semaine; et par suite des rumeurs répandues par les journaux, je reçus nombre de lettres du Nouveau-Brunswick et d'ailleurs dans le même sens. Jusque-là nous avons été officieusement renseignés à cet égard par la correspondance échangée entre les experts de notre département et ceux du département des Etats-Unis; en outre, dans le bulletin hebdomadaire du département de l'Agriculture, aux Etats-Unis, nous avions déjà vu un paragraphe en un sens officiel, donnant à entendre qu'on allait discuter la question de savoir si les Etats-Unis prendraient quelque initiative contre le Canada sous forme d'interdiction. Je fis préparer une note sur la question avant que nos amis et le député de Carleton n'eussent signalé la chose. Nous étudiâmes encore davantage la question, et deux jours plus tard, nous en conférâmes avec l'ambassadeur à Washington. Je dois ajouter que nous n'avons nullement négligé les intérêts des expéditeurs de pommes de terre du Canada ou du Nouveau-Brunswick, car, nous le savons parfaitement,

aux termes de la loi fédérale de quarantaine, le gouvernement des Etats-Unis ne saurait prendre pareille initiative, sans nous donner au préalable voix au chapitre. Nous ne craignons donc nullement qu'il prononça l'interdiction sans nous consulter au préalable. Mais pour plus de certitude, nous en conférâmes avec l'ambassadeur à Washington.

Nous avons fait remarquer que nous ne considérons pas que cette maladie fût assez grave pour justifier, s'il faut en croire les journaux, la décision que devaient prendre les Etats-Unis, et nous avons aussi fait observer que, si les Etats-Unis avaient vraiment l'intention d'en agir de la sorte, nous espérons qu'ils nous donneraient tout le temps voulu pour préparer notre cause et comparaître devant eux, soit par l'entremise de l'ambassade de Washington ou personnellement, afin de prendre les arrangements nécessaires au sujet de tout cela. C'est ce qui a été fait. Comme mon honorable ami ne l'ignore pas, nous sommes allés à Washington, une conférence a eu lieu le 18 décembre et toute l'affaire a été traitée à fond.

L'honorable représentant de Carleton nous a parlé de M. Güssow, botaniste et pathologiste des plantes, au fédéral. J'ai compris qu'il a dit que, tout en ne trouvant pas rien à reprendre aux capacités techniques de M. Güssow, il ne croyait pas qu'il fût très pratique. Je puis dire en passant que la connaissance que M. Güssow possède des maladies des plantes est très appréciée aux Etats-Unis par les plus grands experts. En de pareilles matières nous pouvons donc être certain que le Canada est bien représenté, pour ce qui a trait au côté exportateur.

M. BLAIN: Quand M. Güssow a-t-il été nommé?

M. BURRELL: Il a été nommé par mon prédécesseur et c'est, je crois, un fonctionnaire ayant toutes les aptitudes voulues. Nous lui donnons toutes les occasions qu'il peut désirer pour développer le champ de ses opérations. A cette conférence, les intérêts du commerce étaient représentés; il y avait là des membres du congrès et des représentants venus des divers états intéressés dans la culture de la pomme de terre. Bon nombre de pétitions furent reçues venant de personnes représentant les intérêts de ce que nous pourrions appeler le côté commercial de l'industrie de la pomme de terre. Bien qu'il ait été admis qu'il ne s'était pas produit isolément plus d'un cas ou deux de maladie dans leur propre pays, M. Güssow a fait remarquer à la conférence